

l'environnement

# Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

*cerfa* 

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE<sup>1</sup> Article R. 122-3 du code de l'environnement Ministère chargé de

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :	Dossier complet le : N° d'enregistrement :
ATTENDED TO THE	1. Intitulé du projet
Parking de la Gare à Rillieux la Pape	
	o (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)
2.1 Personne physique Nom	Prénom
2.2 Personne morale	
Dénomination ou raison sociale	Metropole de Lyon
Nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter la personne morale	Patrick Véron - conseiller délégué
RCS / SIRET 2 0 0 0 4 6 9	7 7 0 0 0 1 9 Forme juridique Collectivité territoriale
Joigne	z à votre demande l'annexe obligatoire n°1
	au des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet
N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)
n° 6 a) Construction de routes classées dans le domaine public routier Métropolitain	Requalification de l'avenue de l'industrie.
n° 41 Aires de stationnement ouvertes au public	Reprise d'espaces servant au stationnement de la gare par l'aménagement et l'organisation d'un parking de 150 places.
	4. Caractéristiques générales du projet
	aire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire
4.1 Nature du projet, y compris les évents	uels travaux de démolition illieux Sathonay a pour objectif l'aménagement d'un parking véhicule léger d'une
capacité cible d'environ 150 places, et des s	stationnements vélos, en lien avec le futur accès aux quais TER.
De plus, le projet comporte la sécurisation e rapprochant les arrêts des bus desservant c	de la rue de l'Industrie et amélioration de la desserte en transport en commun en
Tappiochancies arrets des bus desservant e	act equipement de l'acces aux quais
*	

### 4.2 Objectifs du projet

La SNCF va réaliser en 2019 le prolongement et la mise en accessibilité du souterrain d'accès aux quais, permettant ainsi l'accès piéton depuis Rillieux-la-Pape.

Afin de permettre les cheminements piétons continus et accueillir un itinéraire cyclable sur tout ou partie de l'avenue, l'avenue de l'industrie va être requalifiée.

La construction de ce parking répond à la volonté du Grand Lyon de promouvoir les modes alternatifs à la voitures dans les trajets entre la commune de Rillieux la Pape et le centre de Lyon et plus particulièrement le secteur de la Part dieu.

Pour faciliter l'usage du train dans ce parcours entre centre et périphéries, le Grand Lyon souhaite aménager un parking comprenant 150 places pour voitures individuels et des places des stationnements pour vélos

### 4.3 Décrivez sommairement le projet

### 4.3.1 dans sa phase travaux

Sur l'emprise du parking à aménager, le Grand Lyon réalisera des mouvements de terres pour permettre la réalisation de fond de forme du parking. il procédera à la création de réseaux secs pour l'alimentation des éclairages, et bornes de recharges électriques.

Nous créerons des espaces répondant aux enjeux de gestions alternatives des eaux pluviales en diminuant les surfaces imperméabilisantes. Nous mettrons en œuvre des revêtements permettant une circulation aisée des utilisateurs de la gare en apportant une attention particulière pour les personnes à mobilité réduite.

Sur la section de l'avenue de l'industrie comprise entre la rue Pierre Fallion et la limite du terrain du parking, l'intervention sera restreinte à l'aménagement du trottoir Ouest pour le cheminement mixte des piétons et des cycles

### 4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Le parking sera organisé en deux parties de part et d'autre du futur accès aux quais TER, de manière à maintenir un espace piéton dans l'axe du souterrain. Le parking principal sera aménagé sur la partie Sud-Ouest. Le parking Nord-Est, plus petit, sera destiné aux emplacements « spécifiques » : dépose-minute, covoiturage, places pour véhicules électriques.

Un espace piéton en parvis sera accessible devant l'escalier d'accès aux quais TER et permettant un cheminement facilité reliant les arrêts de bus.

Un cheminement linéaire dans la longueur du terrain et des cheminements transversaux seront répartis afin de desservir les places de stationnement de manière homogène.

Les aménagements réalisés sur l'avenue de l'industrie permettront de sécuriser les cheminements piétons et les mouvements des poids lourds à l'entreprise Cotelle.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administ La décision de l'autorité environnem		
4.5 Dimensions et caractéristiques du p	rojet et superficie globale de l'opérati	on - préciser les unités de mesure utilisées
	eurs caractéristiques	Valeur(s)  13500 m² 9500 m² 600 m
4.6 Localisation du projet Adresse et commune(s) d'implantation	Coordonnées géographiques <sup>1</sup>	Long. 04°87'60"66 Lat. 45°81'95" 502
45 avenue de l'industrie à Rillieux la Pape	Pour les catégories 5° a), 6° a), b et c), 7°a), b) 9°a),b),c),d), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 34°, 38°; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : Point de départ : Point d'arrivée : Communes traversées : Rillieux la Pape	Long. 04 ° 52 ° 21 "09 Lat. 45 ° 48 ° 59 "009 Long. 04 ° 87 ° 72 "56 Lat. 45 ° 82 ° 02 "046
Jo	ignez à votre demande les anne	exes n° 2 à 6
7 S'agit-il d'une modification/extensi 4.7.1 Si oui, cette installation ou environnementale ?	on d'une installation ou d'un ouvrag cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'	e existant? Oui X Non Une évaluation Oui Non X
4.7.2 Si oui, décrivez sommairemen différentes composantes de votre p indiquez à quelle date il a été auto	rojet et	

Pour l'outre-mer, voir notice explicative

# 5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :		Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?		X	
En zone de montagne ?		×	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?		×	
Sur le territoire d'une commune littorale ?		X	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?		X	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	X		Il existe un plan d'environnement sonore à l'échelle de la Métropole de Lyon approuvé par délibération n°2011-2250 du 23 mai 2011.  La cartographie sonore existante (2013) montre des niveaux de bruits actuel entre 50 et 60 dB(A)
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?		X	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?		×	

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?  Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	X		Plan de Prévention des risques d'inondation du bassin versant du ruisseau du Ravin, PPRN approuvé. Il est situé en zone d'aggravation du risque du plateau lié au ruisseau du Ravin : ZP1 (zone de plateau 1). Plan de Prévention de risques technologiques de l'entreprise Cotelle, PPRT approuvé. Le site d'étude est partiellement impacté par des aléas de surpression (niveau Fai en vert sur la carte et niveau M+ en gris) et des aléas thermiques (niveau F+ en jaune).
Dans un site ou sur des sols pollués ?		×	
Dans une zone de répartition des eaux ?		X	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?		×	
Dans un site inscrit ?		X	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?		X	
D'un site classé ?		×	

# 6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles 6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables sulvantes ? Veuillez compléter le tableau suivant : De quelle nature ? De quelle importance ? Oui Non Incidences potentielles Appréciez sommairement l'impact potentiel Engendre-t-il des prélèvements X d'eau ? Si oui, dans quel milieu ? Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications X prévisibles des masses d'eau souterraines? Ressources Est-il excédentaire X en matériaux? L'apport de matériaux sera limité au fonds de forme des voiries et parking et de terre végétal sur les parties végétalisés. Est-il déficitaire en matériaux? Si oui, utilise-t-il les $\boxtimes$ ressources naturelles du sol ou du soussol? Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la X biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques? Mllieu naturel Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il X susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au

Formulaire Standard de Données du site ?

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?		$\boxtimes$	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?		X	
	Est-il concerné par des risques technologiques ?	X		Le site d'étude est partiellement impacté par des aléas de surpression et des aléas thermiques.
Risques	Est-il concerné par des risques naturels ?	×		Le site est situé en zone d'aggravation du risque du plateau lié au ruisseau du Ravin cependant le prévoit la gestion des eaux pluviales sur site.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?		X	
	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	X		L'accroissement de l'offre de stationnement augmentera le nombre de véhicules utilisant cette voirie pour se rendre à la gare. En contrepartie cela devrait permettre une diminution du trafic de transit.
Nuisances	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?			L'espace est concerné par le bruit des voies ferrés.

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	X	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	X	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	X	
	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	X	
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	×	
Emissions	Engendre-t-il des effluents ?	×	
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	X	

Patrimoine /	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?		×	
Cadre de vie / Population	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?		X	
approuves	?			ont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou
Oul	Non X 31 cui, décrit	'ez lest	ane es	
6.3 Les incider	nces du projet identific	ées au	6,1 sor	nt-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?
Oul	Non <mark>≭</mark> Shaui décri	vez les	oueis:	

	7. Auto-évaluation (facultatif)	
er	u regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluati nvironnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.	on
Αι	u regard du formulaire rempli, nous estimons que le projet devrait être dispensé d'une étude d'impact.	
de	n effet, le projet permet de favoriser les modes de déplacements actifs par la création de trottoirs et d'une voie verte permet e notamment de rejoindre la gare. L'augmentation de l'offre de stationnement de la gare devrait engendrer une diminution afic en direction de Lyon.	
	8. Annexes	
	3.1 Annexes obligatoires	
	Objet  Document CEREA nº14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'auvrage ou pétitionnaire » -	
1	Objet  Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	X
1 2	Objet  Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié;  Un plan de situation au 1/25 000 ou à défaut à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (III peut s'agir.	X
H	Objet  Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié;  Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir	
H	Objet  Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié;  Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe);  Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain;  Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d),10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38°; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé;	X
H	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié;  Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe);  Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain;  Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38°; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé;  Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38°; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement; plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan deva préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau;	X
3	Objet  Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié;  Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe);  Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain;  Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38°; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé;  Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38°; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement: plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours	

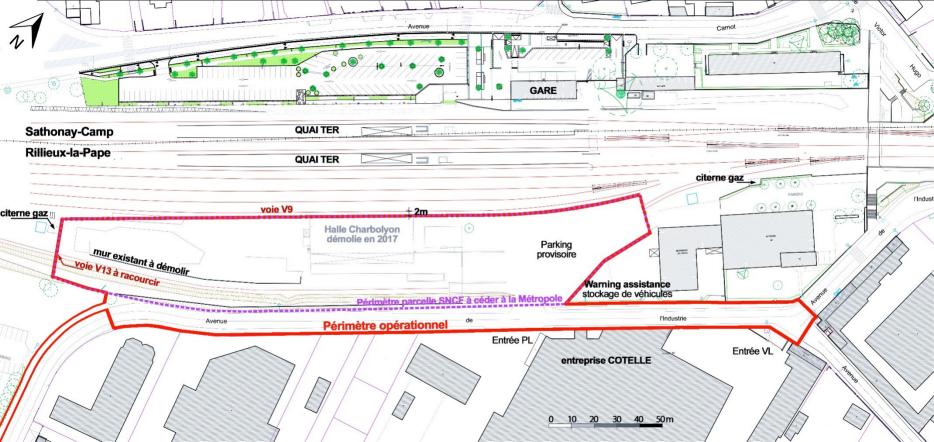
9. Engagement et signature   e certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-classus   Fall à Lyon   le, 2 avril 2019	
e certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus	
e certifle sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-clessus 🔀	
e certifle sur l'honneur l'exactitude des renseignements ai-dessus	
e certifle sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-clessus 🔀	
e certifle sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-clessus 🔀	
Foil & Lyon le, 2 avril 2019	
METROPOLE DE LYON	
Signature  Délégation au Développement  Utbain et Cadre de Vie  1a Maitrise d'Ouvrage Urbaine (CLIP)  20 rue du Lac - CS 33569	

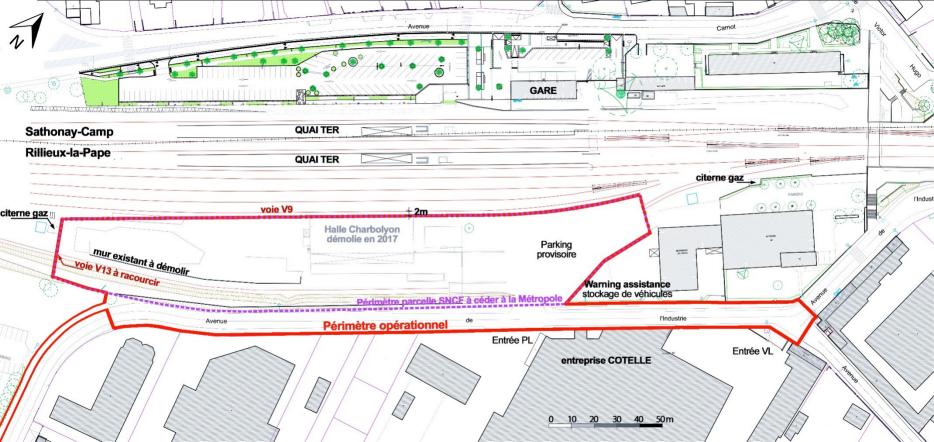


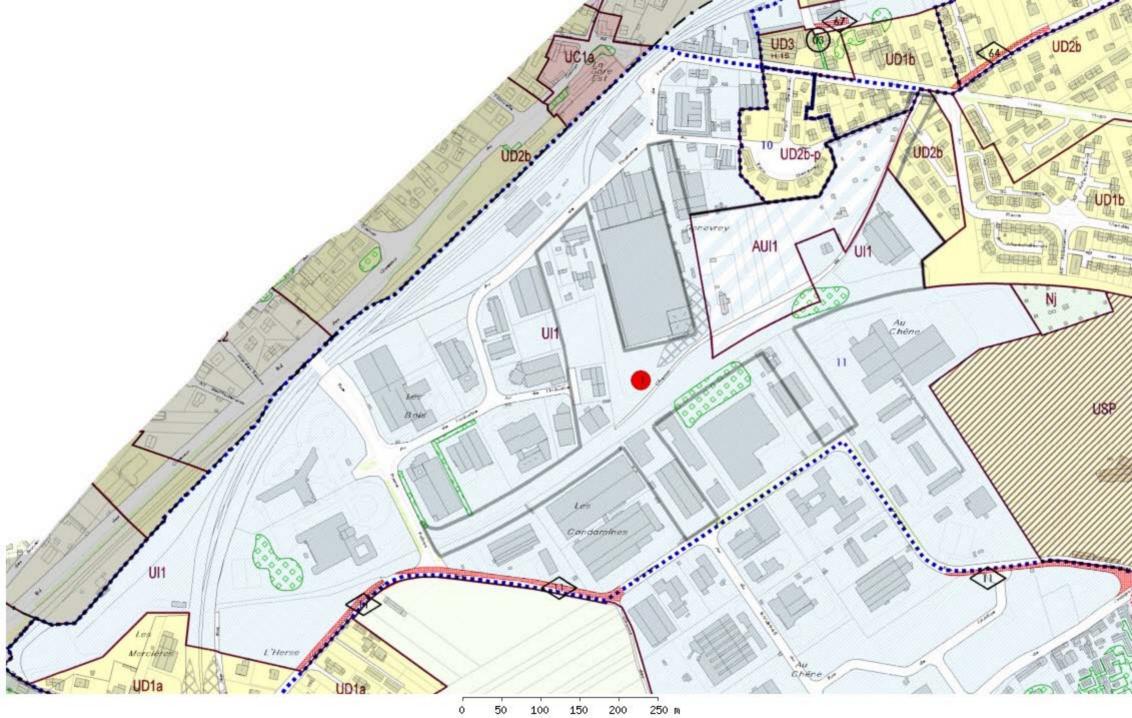


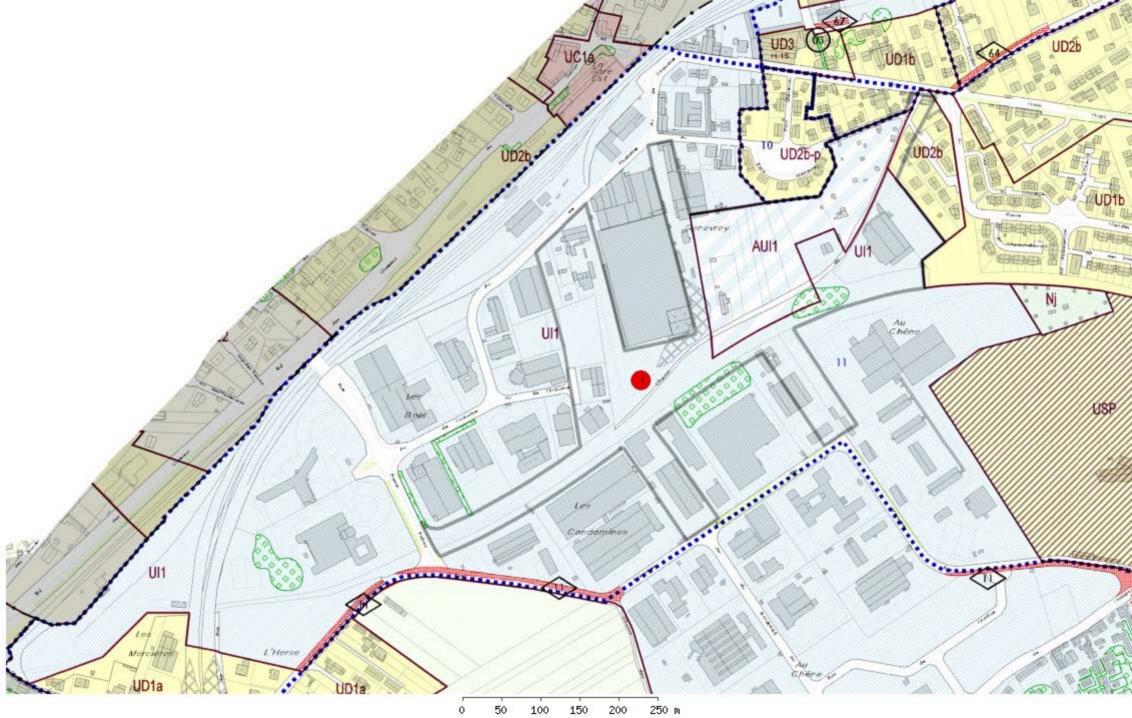


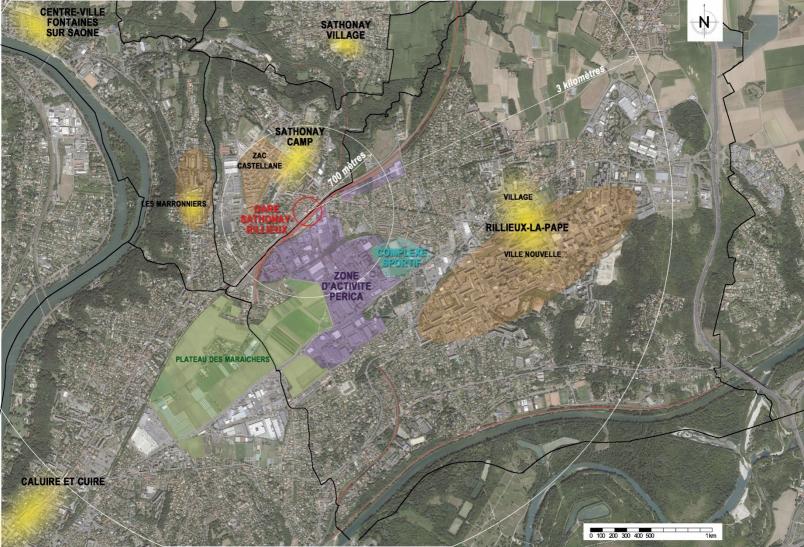


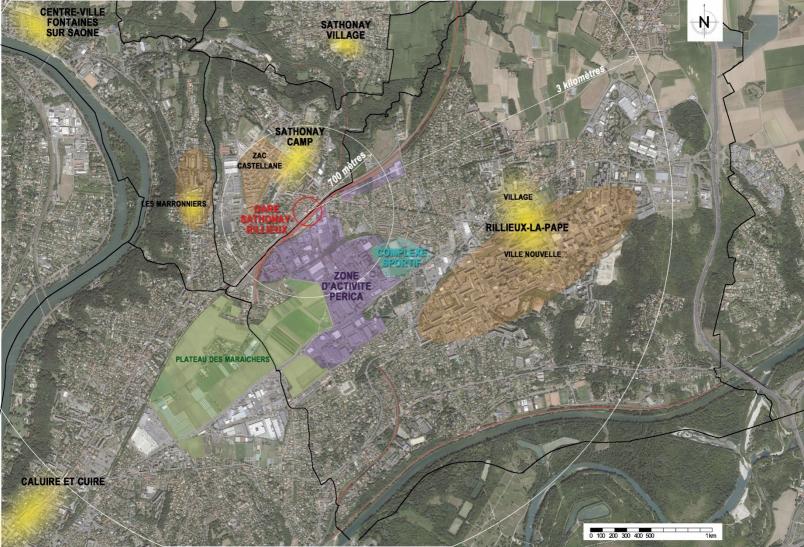






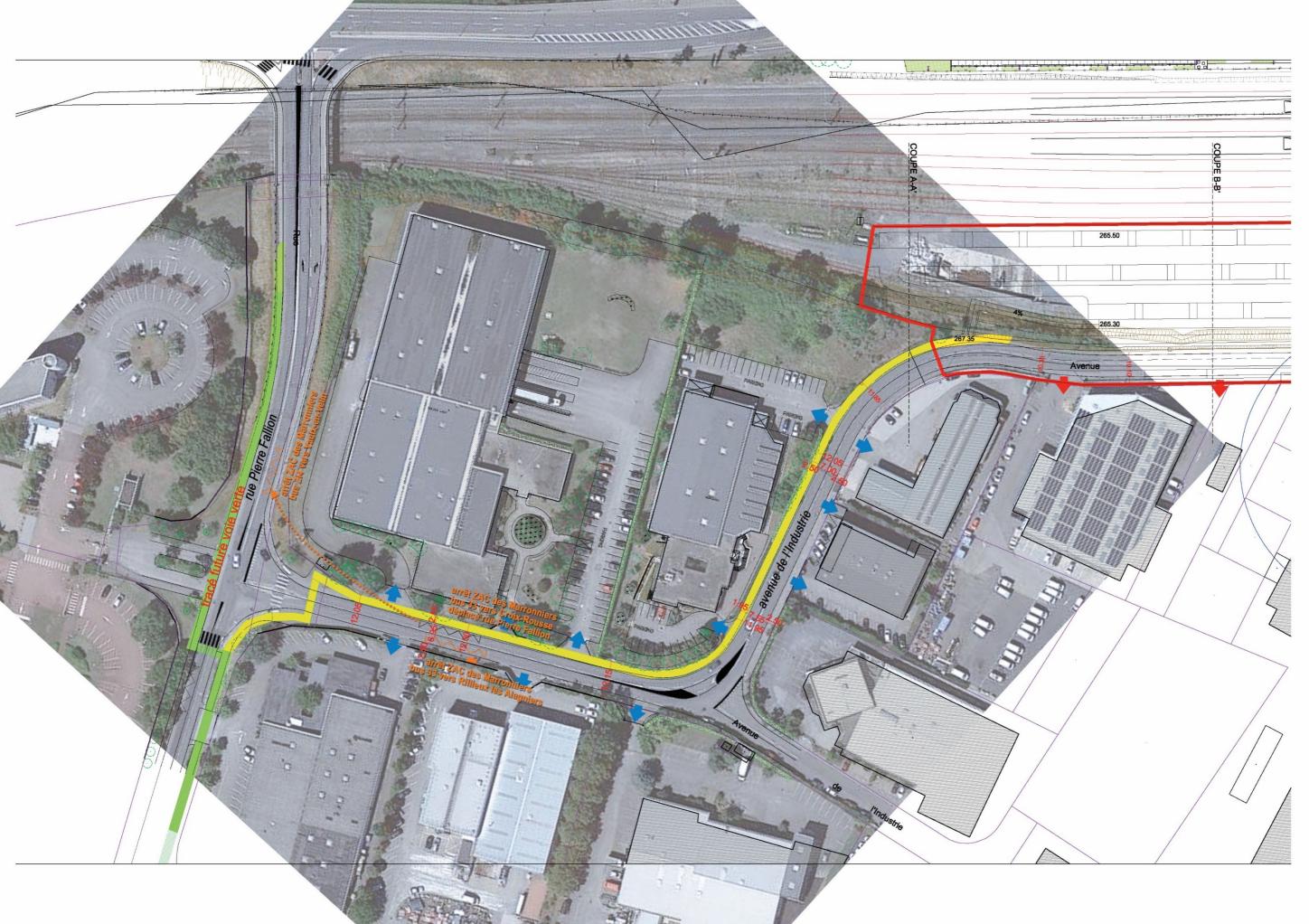


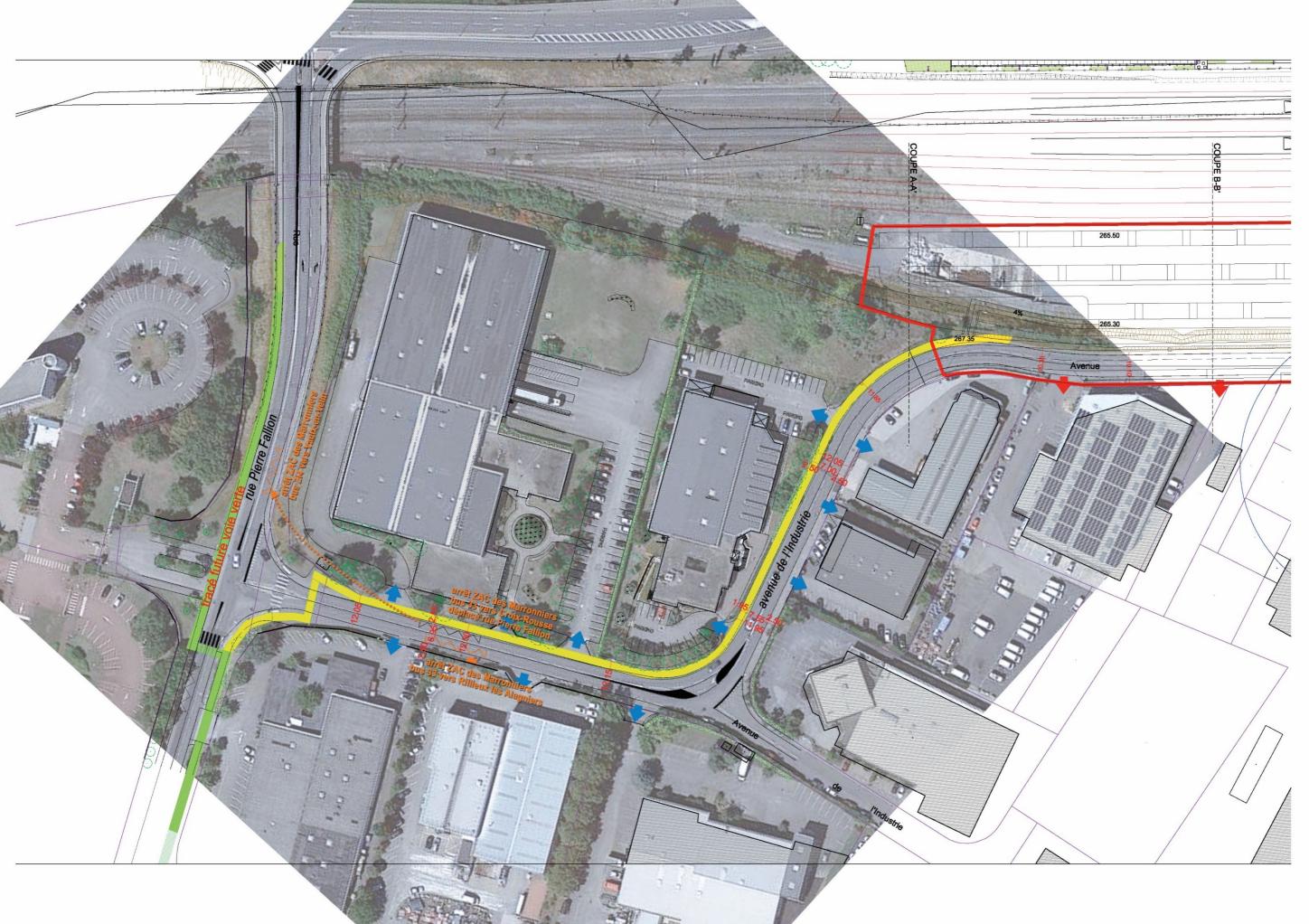


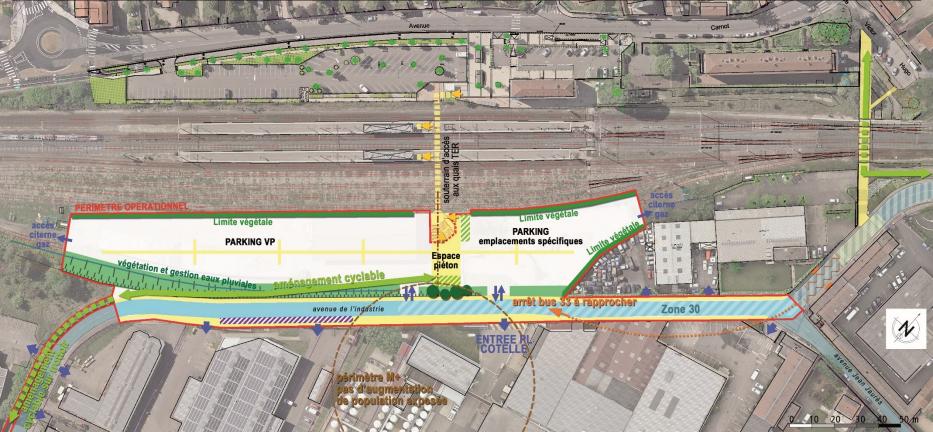


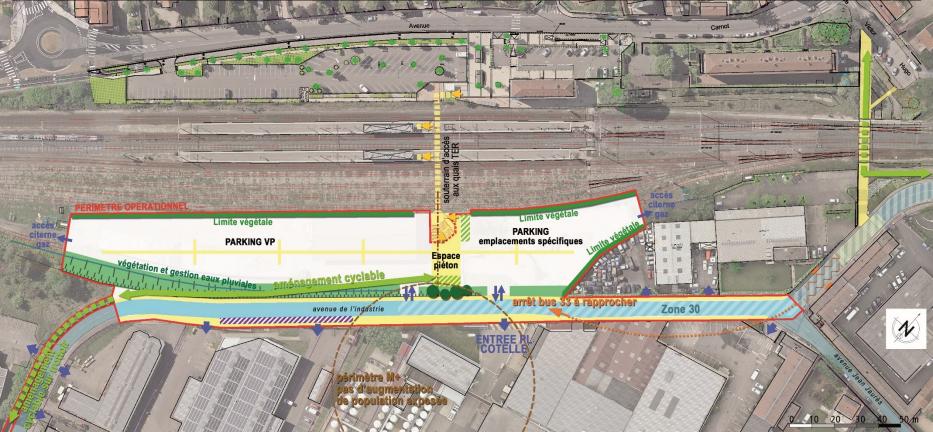


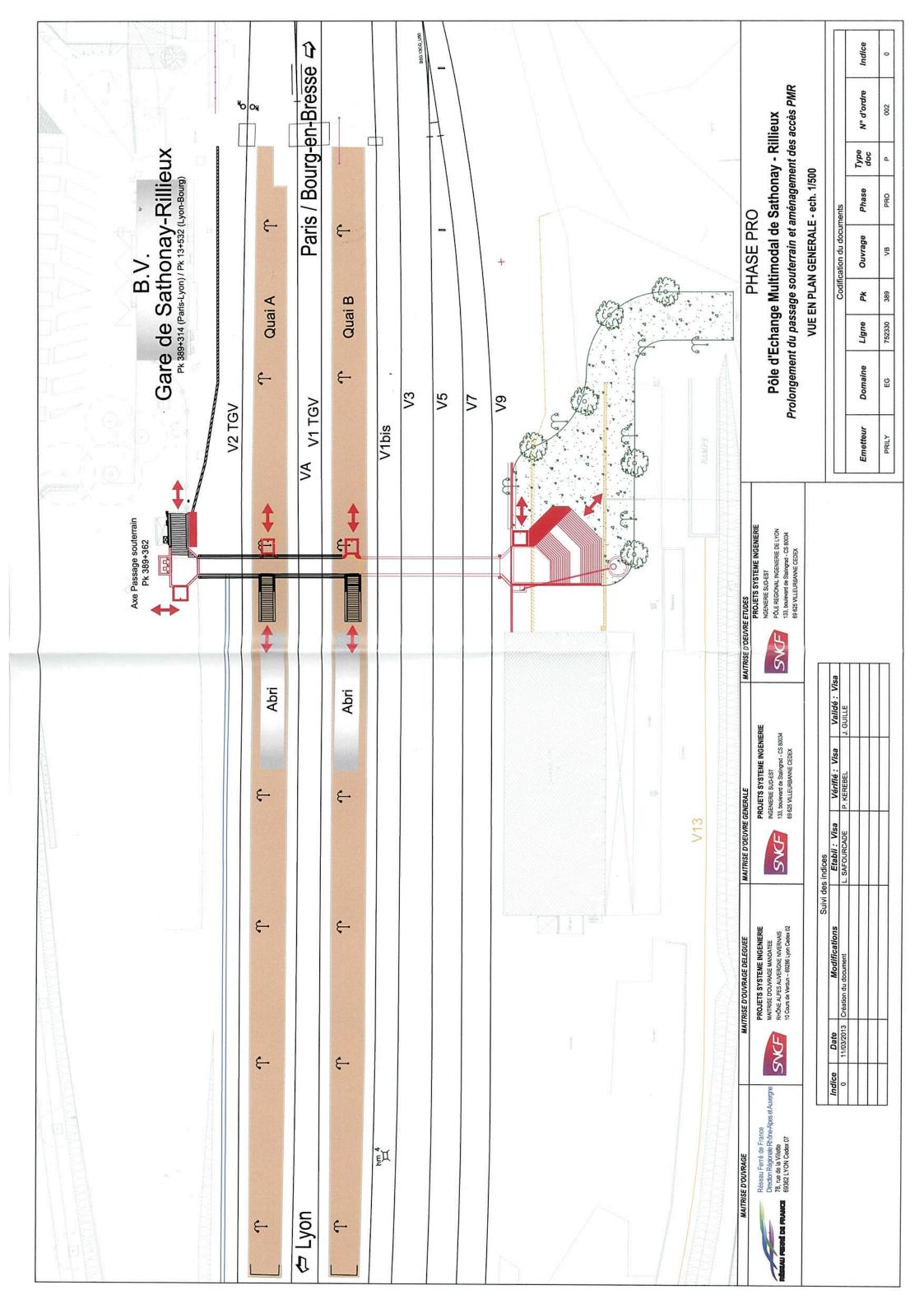








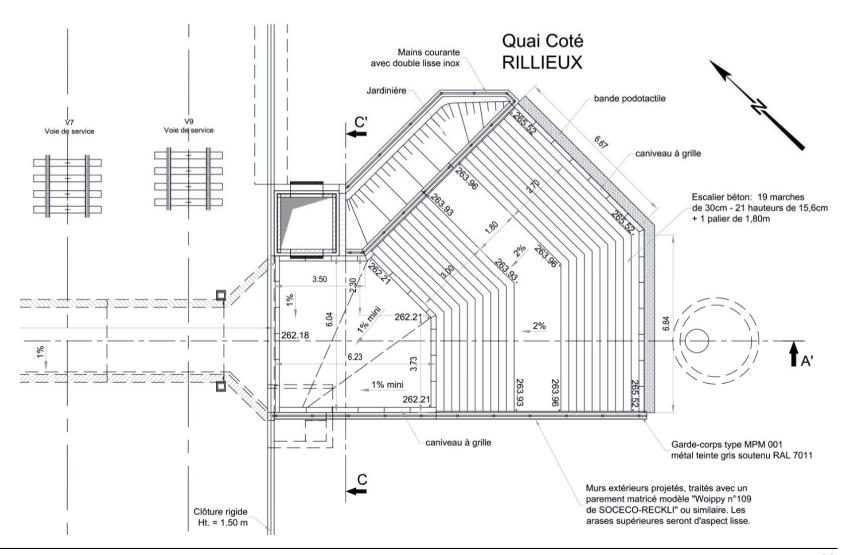






# g. Projet de souterrain SNCF

# Document SNCF: définition architecturale - phase PRO (7/03/2013)





Document SNCF : définition architecturale - phase PRO (7/03/2013) - Suite

### NOTA:

# LES COMPOSANTS ARCHITECTURAUX DU PROJET MATERIAUX

- Les lisses des mains courantes et garde corps seront en inox brossé.
- Les escaliers projetés seront réalisés en béton brut de décoffrage.

#### **TEXTURES**

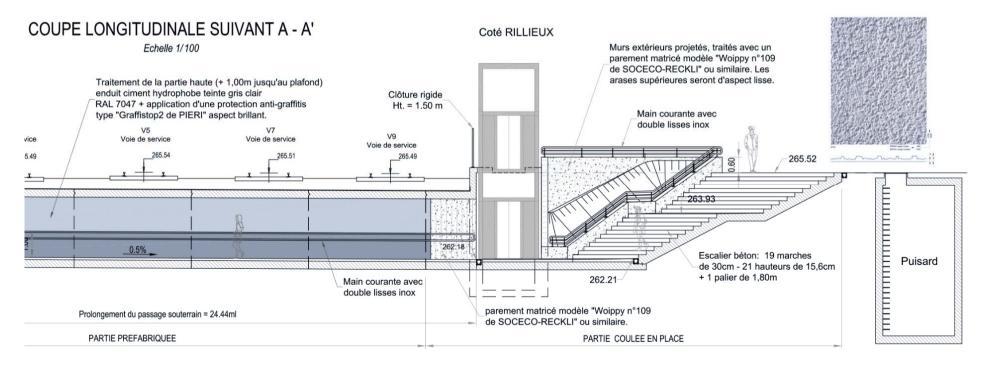
- Les murs extérieurs projetés coté Rillieux, seront traités avec un parement matricé modèle "Woippy n°109 de SOCECO-RECKLI" ou similaire. Les arases supérieures seront laissées lisses.
- Les piédroits du cadre existant après dépose et évacuation du revêtement de dalles gravillonnées seront nettoyés et réparés avec un enduit de ragréage. Ils seront traités en partie basse (ht. 1,00m depuis sol fini) avec un enduit ciment hydrophobe teinte gris soutenu RAL 7004. La partie haute (+ 1,00m jusqu'au plafond) avec un un enduit ciment hydrophobe teinte gris clair RAL 7047. Ces piédroits recevront l'application d'une protection anti-graffitis d'aspect brillant type "Graffistop2 de PIERI" ou similaire.

Les piédroits du cadre projeté recevront après réalisation, le même traitement afin de garantir une homogénéité d'aspect dans le passage souterrain.

- Le traitement des murs existants des trémies d'escaliers consistera à un nettoyage et passage d'une barbotine + l'application d'une peinture epoxy teinte gris clair RAL 7047. Les surfaces neuves en béton lisse seront également repeintes avec la même peinture afin d'uniformisé l'aspect général.
- Toutes les surfaces béton apparentes recevront l'application d'une protection anti-graffitis d'aspect mat et incolore de type "Graffistop2 de PIERI" ou similaire.

#### CHROMATIQUE

- Les nouveaux garde-corps métalliques de type MPM 001 seront galvanisés et colorés avec une teinte grise RAL 7011.
- Les portes du local pompage (côté Rilleux) et du local bassin d'infiltration (côté Satonay) seront en métal galvanisé et colorées avec une teinte grise RAL 7011.
- Les ascenseurs seront vitrés avec une structure métallique colorée teinte grise RAL 7011.





RFF - DRRA courrier arrivé le

- 4 JUIL. 2012

412.410

### MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Conseil général de l'Environnement et du Développement durable

Autorité environnementale

Nos réf.: AE/12/351

Vos réf. :

Affaire suivie par : Michel Badré

Tél. 01 40 81 23 14

Courriel: michel.badré@developpement-durable.gouv.fr

Paris, le 2 juillet 2012

of MIRAL Rayse prings

Le Président de l'Autorité environnementale

à

Monsieur le Directeur régional de Réseau ferré de France Rhône-Alpes Auvergne

Objet : Projet .Prolongement du passage souterrain et aménagements des accès PMR de la gare de Sathonay-Rillieux-la-Pape (69) ; N° F-082-12-C-0002.

Décision de l'autorité environnementale dans le cadre d'un examen au cas par cas-

Par courrier reçu le 11 juin 2012, vous m'avez adressé un dossier de demande d'examen cas par cas relatif au projet cité en objet.

Vous trouverez ci-joint la décision que l'Autorité environnementale a rendu le 2 juillet 2012.

Le président de l'Autorité environnementale

Michel BADRÉ





# Autorité environnementale

conseil général de l'Environnement et du Développement durable www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr

Décision de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, sur le projet « Gare de Sathonay – Rillieux-la-Pape, prolongement d'un passage souterrain et aménagements des accès PMR »

n°: F-082-12-C-0002

# Décision du 2 juillet 2012 après examen au cas par cas

### en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le président de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3;

Vu le décret modifié n' 2008-679 du 9 juillet 2008 relatif au conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du 7 mai 2012 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision prise par la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable dans sa réunion du 25 avril 2012 portant délégations pour la mise en œuvre de l'article R. 122-3 du code de l'environnement (examen au « cas par cas »);

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n' F-082-12-C-0002 (y compris ses annexes) relatif au dossier « Gare de Sathonay - Rillieux-la-Pape, prolongement d'un passage souterrain et aménagements des accès PMR », reçu complet de Réseau Ferré de France (RFF) le 11 juin 2012 ;

Le directeur général de la santé ayant été consulté par courrier en date du 13 juin 2012 ;

Considérant la nature du projet, qui consiste en la réalisation du prolongement d'un passage souterrain sur 28 mètres et la pose de quatre ascenseurs entre les quais et ce passage souterrain,

Considérant que le projet est notamment destiné à desservir un futur parking de 150 places, situé côté Rillieux-la-Pape, sans qu'il soit pourtant fait référence à un programme dans la rubrique 4.8 du formulaire,

Considérant que les impacts de ces deux projets semblent être indépendants et que le projet de parking, entrant dans la rubrique 40' du tableau annexé à l'article R. 122-2 nouveau du code de l'environnement, pourrait être à ce titre l'objet d'un examen au cas par cas séparé;

Considérant la localisation du projet, au sein d'une aire de nature urbaine et artificialisée, constituée côté Sathonay d'habitations et de quelques espaces boisés classés non touchés, et côté Rillieux-la-Pape (côté travaux) d'une zone industrielle accueillant 230 entreprises, au sein d'une agglomération,

Considérant que le projet, permettant notamment un accès à la gare depuis le sud de la gare, l'actuel parking en terre battue et la zone industrielle directement à proximité, est dans un périmètre circonscrit à l'emprise ferroviaire, éloigné des habitations ;

### Considérant qu'au vu des incidences du projet sur le milieu, et notamment :

- le risque d'augmentation du ruissellement, considéré comme non significatif,

- la mise en mouvement de sols pollués dont la présence potentielle est mentionnée dans les pièces complémentaires jointes au formulaire (ancienne zone de stockage de charbon sur le tènement sud de la gare et stockage actuel de traverses et autres produits), mais dont le volume reste modeste et relèvera de l'application de la réglementation en vigueur, le projet ne devrait pas avoir d'impacts notables sur l'environnement;

### Décide:

#### Article 1er

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet « Gare de Sathonay – Rillieux-la-Pape, prolongement d'un passage souterrain et aménagements des accès PMR » présenté par Réseau Ferré de France, n' F-082-12-C-0002, n'est pas soumis à étude d'impact.

#### Article 2

La présente décision, prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à la Défense, le 2 juillet 2012,

Le président de l'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable.

1 K

Michel Badré

### Voies et délais de recours

Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de l'autorité environnementale Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Consell général de l'Environnement et du Développement durable Autorité environnementale Tour Pascal B 92055 La Défense CEDEX

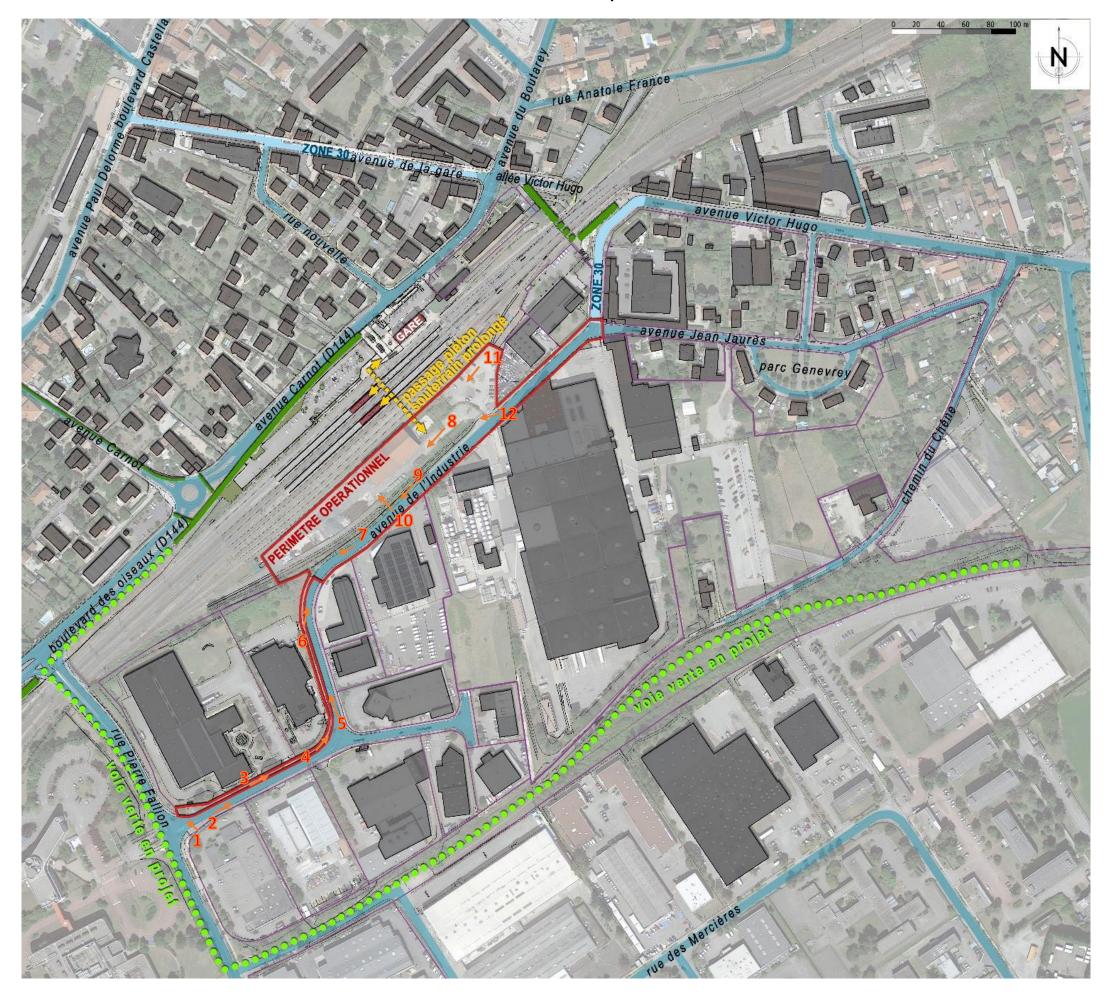
Le recours hiérarchique doit être adressé à :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie Hôtel de Roquelaure 246, boulevard Saint-Germain 75007 Paris

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Paris 7 rue jouy 75181 Paris CEDEX 04

Plan de localisation des prises de vues



# Photo 1



Photo 2



Photo 3



Photo 4



Photo 5



Photo 6



Photo 7



Photo 8



# Photo 9



Photo 10



Photo 11



# Photo 12

